

## Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux  
Cahiers du  
socialisme

François Morin, *L'économie politique du XXI<sup>e</sup> siècle. De la valeur-capital à la valeur-travail*, Montréal, Lux, 2017

Pierre Leduc

Numéro 19, hiver 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/87778ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Leduc, P. (2018). Compte rendu de [François Morin, *L'économie politique du XXI<sup>e</sup> siècle. De la valeur-capital à la valeur-travail*, Montréal, Lux, 2017]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (19), 250–253.

L'épilogue nous laisse sur une note pessimiste. La FEUQ a cédé la place à l'Union étudiante du Québec (UEQ). L'aventure qu'a constituée « Printemps 2015 » a affaibli l'ASSÉ. On se demande aujourd'hui si le mouvement étudiant québécois pourrait faire face à une attaque similaire à celle de 2012.

Il s'agit d'un très bon ouvrage qui permet de maintenir en vie et d'actualiser la mémoire du mouvement étudiant. Cependant, on regrette le choix de mettre en fin de livre les références (par ailleurs très abondantes – 76 pages), compliquant la lecture. Aussi, lorsque vient le temps de publier un tel ouvrage, il est inévitable de devoir « couper » comme de « tourner les coins ronds » sur certains aspects de l'objet étudié. Or, même dans ce contexte, on s'explique mal les maigres quatre pages (154-155 et 316-317) accordées aux luttes féministes au sein du mouvement étudiant. Espérons que d'autres auteur-e-s viendront combler cette lacune dans le futur.

Finalement, cette synthèse a sa place autant dans les bibliothèques des analystes des mouvements sociaux que dans celles des militantes et des militants.

François Morin,  
*L'économie politique du XXI<sup>e</sup> siècle. De la valeur-capital  
à la valeur-travail,*  
Montréal, Lux, 2017

PIERRE LEDUC

Pour comprendre et combattre les dérives du capitalisme financiarisé et globalisé, François Morin estime qu'on doit s'attaquer au paradigme néoclassique qui domine la pensée économique. Pour contrer l'ambition des économistes d'absorber les sciences sociales, il faut renouer avec l'économie politique et promouvoir une approche multidisciplinaire et pluraliste. Ce retour implique une réactualisation des concepts fondamentaux de travail, de capital, de monnaie et de propriété. La première partie de l'ouvrage propose un cadre théorique pour analyser et critiquer le capitalisme financiarisé et globalisé. La deuxième porte sur une refondation du travail, de la monnaie et de la démocratie.

Contre les néoclassiques qui ont évacué les notions de valeur-travail et d'exploitation, François Morin revient à la théorie marxiste de la valeur-travail qui explique le profit par l'exploitation des travailleurs. Le concept de valeur-capital, central dans son approche, s'inspire de l'analyse de la circulation et des métamorphoses du capital dans le livre II du *Capital*.

Selon Marx, le capital doit, pour se reproduire, parcourir trois cycles qui correspondent chacun à une « forme fonctionnelle » : le cycle du capital-argent, ou valeur-capital pour l'auteur, celui du capital productif et celui de capital-marchandise. Morin introduit l'idée nouvelle d'une « forme organisationnelle » qui encadre chaque cycle au plan technique et institutionnel permettant à chaque

forme d'accomplir sa fonction. Ces formes sont hiérarchisées et, depuis l'origine du capitalisme, la forme organisationnelle de la valeur-capital domine les autres formes en imposant sa finalité propre, le profit. De nos jours, la propriété actionnariale, celle des fonds d'investisseurs institutionnels en particulier, exerce d'énormes pressions sur les firmes en leur imposant des rendements insensés, ce qui a de graves conséquences pour les travailleurs et les travailleuses et sur les modes de gestion. Ces exigences obligent les firmes à se financer par l'endettement afin d'utiliser l'effet de levier qui augmente la rentabilité des fonds propres<sup>1</sup>. Ce serait une des causes fondamentales de la financiarisation des firmes.

Les rapports de propriété, internes et externes, sont à l'origine de ces pressions. La propriété actionnariale joue un rôle, mais ce sont les rapports de propriété internes entre la firme mère et les filiales qui sont les plus déterminants. Le droit de propriété, à lui seul, ne confère pas un pouvoir de gestion. Pour la firme mère, c'est la prise de contrôle des filiales qui importe. Les firmes, pour satisfaire les exigences de rendement, sont forcées de recourir à l'effet de levier par l'endettement et au marché des produits dérivés, ce qui reporte le risque sur d'autres acteurs, en particulier, sur les travailleuses et les travailleurs qui sont précarisés.

À la financiarisation des firmes, il faut ajouter la globalisation des marchés monétaires et financiers, dont les « banques systémiques » sont les principaux acteurs. La libéralisation des marchés financiers a donné naissance, selon l'auteur, à un « oligopole bancaire » au pouvoir exorbitant. Les produits dérivés, dont l'objectif premier est de protéger les firmes contre l'incertitude des marchés, sont vite devenus des instruments de spéculation. La possibilité de créer de la monnaie par le crédit, donc de la privatiser, et la fusion des activités bancaires et des activités financières, qui autorise l'utilisation du levier que les dettes détenues par les banques lui fournissent, sont des instruments qui ont consolidé l'emprise des banques systémiques. Cette structure oligopolistique favorise la collusion et assure un énorme pouvoir de contrainte sur les firmes et sur les États, otages de la dette. Les montants assurés par les produits dérivés, qui restent hors bilan, sont dix fois plus importants que le PIB mondial. Ces produits, censés assurer la stabilité du système financier, créent en fait un risque systémique si grand que l'auteur estime que nous avons l'obligation morale, au-delà de l'indignation, de « réfléchir et d'agir pour un changement dont l'utopie soit, si possible réaliste » (p. 256).

Ce risque amène François Morin à proposer un cadre théorique pour penser les conditions du passage d'une économie soumise à la valeur-capital à un système fondé sur la valeur-travail. Une longue polémique autour de « l'erreur

---

1 Si le rendement d'une firme est supérieur au taux d'intérêt, elle obtiendra un rendement supérieur pour ses fonds propres si elle se finance par l'endettement. Ce qui constitue l'effet de levier : plus le financement par la dette est grand, plus l'effet de levier est grand (ainsi que le risque).

de Marx » à propos du problème de la transformation des valeurs en prix de production a conduit à l'abandon de la théorie de la valeur-travail<sup>2</sup>. Le problème viendrait d'une incohérence entre le Livre I et le Livre III du *Capital*. Vincent Laure Van Bambeke<sup>3</sup> a proposé une solution qui constitue, selon l'auteur, une « rupture épistémologique ». Cette solution endossée par François Morin explique la formation d'un taux de profit moyen par la *loi des transferts de valeur* d'une branche à l'autre, de sorte que les firmes les plus fortement capitalisées absorbent les plus-values produites ailleurs. Cette solution suppose que le travail est la seule source de la plus-value.

Sur cette base, Morin élabore une « théorie stylisée » sur la possibilité d'un cycle organique de la valeur-travail. Ce modèle implique l'inversion de la hiérarchie des formes organisationnelles afin de libérer la forme productive des contraintes imposées par la valorisation du capital et une refonte des rapports de propriété. La forme-marchandise et la forme-argent sont alors subordonnées au capital productif. Les firmes auraient pour objectif la valorisation de la valeur-travail dans une organisation coopérative qui pourrait concilier les intérêts des travailleurs, l'intérêt de la firme par sa pérennisation et ceux de la société par la satisfaction des besoins sociaux.

La refondation du travail, qui reposerait sur la promotion de l'économie sociale et solidaire, oblige à repenser la gouvernance des firmes. L'auteur propose d'introduire un « conseil d'administration du temps » qui priorise le temps long et une gestion coopérative et non hiérarchique. Les représentants de chacun des groupes impliqués, les « apporteurs » de fonds, les travailleurs salariés, les gestionnaires et ceux qui sont chargés de penser l'avenir de la firme siègeraient à ce conseil qui gérerait le temps passé (les capitaux), le temps présent (la production) et le long terme. Au plan personnel, la valorisation du travail se ferait par une gestion des temps de formation, d'activité productive et de développement, financée par des « droits de tirage » sociaux. Au plan collectif, il propose une refonte de la fiscalité qui remplacerait l'impôt sur le revenu par un impôt sur le patrimoine.

La monnaie doit redevenir un bien public pour que l'État puisse agir sur deux fondamentaux : les taux de change et d'intérêt. Pour cela, il faut briser l'oligopole bancaire en instaurant une véritable séparation des activités bancaires et en stabilisant le système monétaire par l'éradication des produits dérivés et le rétablissement d'une parité fixe entre les monnaies. Une réforme radicale du système monétaire international s'impose pour revitaliser la démocratie. Pour ce

2 Le prix de production d'une marchandise est égal, chez Marx, à la somme du capital constant, du capital variable et du profit moyen nécessaire à sa production. C'est la justification de la formation d'un taux de profit moyen, par le jeu de la concurrence, qui a été contestée.

3 Vincent Laure Van Bambeke, *Les méandres de la transformation des valeurs en prix de production. Essai de théorie économique rationnelle*, Paris, L'Harmattan, 2013.

faire, l'architecture du système monétaire devrait comprendre des « monnaies citoyennes » au niveau local, redonner à l'État sa souveraineté budgétaire et inclure une monnaie commune au niveau international<sup>4</sup>.

Pour la revalorisation institutionnelle de la démocratie, Morin reprend à son compte le principe démocratique mis de l'avant par l'association Sénat citoyen selon lequel, pour tout organisme qui détient un pouvoir constitué, il doit exister une « assemblée citoyenne tirée au sort qui questionne, fait des propositions et contrôle ce pouvoir<sup>5</sup> » (p. 253).

François Morin propose une sortie du capitalisme qui repose sur la démocratisation du pouvoir de gestion, à tous les niveaux de la société. Même s'il s'inspire de Marx, sa « recette pour les marmites de l'avenir » tranche avec la vision habituelle du socialisme. Il ne propose ni la suppression de la propriété privée ni la nationalisation des entreprises. L'État, libéré des contraintes du capital, participe aux décisions économiques, mais il ne dirige pas une économie planifiée. Il n'est pas non plus voué à dépérir. La monnaie, les taux de change, les taux d'intérêt et le travail échappent au marché, mais il estime que la société a besoin du marché pour tout ce qui concerne la vente des marchandises produites.

La plus-value tirée du travail est redistribuée par des compromis politiques entre tous les acteurs du système. Les capitaux privés contribuent au financement des moyens de production, mais l'accumulation de la valeur-capital n'est plus possible. Cette proposition, peut-être utopique, repose cependant sur une réflexion théorique et pratique qui mérite notre attention.

Franck Fischbach,  
*Qu'est-ce qu'un gouvernement socialiste ?*  
Montréal, Lux, 2017

FANNY THEURILLAT-CLOUTIER

Dans son dernier ouvrage, Franck Fischbach, philosophe français, cherche à déterminer « ce qui est vivant et ce qui est mort dans le socialisme » au XXI<sup>e</sup> siècle. L'angle de l'ouvrage est résolument universitaire, Fischbach passant en revue toute une série d'auteurs classiques de la philosophie et de la sociologie en vue de reconstituer les fondamentaux philosophiques du socialisme. Au travers de sa relecture de Durkheim, Dewey, Honneth, Hegel et Heidegger, pour ne nommer que les principaux, il développe une série de thèses qui cherchent à

4 Cette conception de la monnaie commune s'inspire du « bancor » proposé par Keynes au début des années 1940.

5 L'association Sénat citoyen regroupe plusieurs centaines de personnes qui réfléchissent sur la démocratie, et en particulier sur l'importance de l'assemblée citoyenne et du tirage au sort.